

BARTHEL Charles

«*Félix Culpa*». Robert Schuman et la relance européenne (1954-1957)

publié in: *Luxemburger Wort*, édition spéciale *50 Jahre Römische Verträge. 1957-2007*, p.10

Insistons y d'emblée: depuis son départ au Quai d'Orsay en décembre 1952, et abstraction faite d'un court passage à la tête de la Justice en 1955, Robert Schuman ne porte plus de responsabilités ministérielles. En d'autres termes, celui qu'on appelle désormais révérencieusement «*Monsieur le Président*» – par allusion à ses fonctions, autrefois, de chef du gouvernement à Paris, puis, à partir de 1956, de leader du *Mouvement européen* – n'a donc plus d'emprise directe sur la politique étrangère, en l'occurrence européenne, de la France officielle. Presque septuagénaire, le plus illustre des pères fondateurs de la première Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) a-t-il pour autant cessé de se battre sous la bannière du rapprochement des peuples? Ce serait se tromper foncièrement à la fois sur les convictions intimes et le tempérament de lutteur propre à ce Lorrain né dans le faubourg de Clausen à Luxembourg. «*Les dures leçons de l'histoire*» – écrit-il dans son testament politique – «*ont appris à l'homme des frontières que je suis, [...] que lorsqu[e] l'intérêt supérieur [...] nous conduit à des initiatives nouvelles, voire révolutionnaires, il importe [...] de nous tenir fermement et de persévérer!*»

Mieux que quiconque Schuman connaît l'importance des enjeux. Il sait le rude coup essuyé par l'œuvre d'unification quand, en août 1954, l'Assemblée nationale française a rejeté la Communauté Européenne de Défense (CED). Pire. Les débats houleux déclenchés à l'occasion ont révélé «*à peu près les mêmes préjugés anti-européens qu'auparavant: fétichisme nationaliste [...]; intangibilité de la souveraineté; [...] protectionnisme économique*». Bref, tous les maux, tous les errements qui avaient provoqué tant de guerres fratricides au cours des siècles derniers, semblent soudain refaire surface. On imagine dès lors la frayeur de quelqu'un plus que jamais convaincu que, sans l'Europe, «*nous n'aurions rien*». Schuman avoue d'ailleurs plus tard qu'au lendemain de la débâcle du projet d'armée commune il a vécu sa plus terrible «*heure d'angoisse*». Car même si personnellement il n'a rien à se reprocher, il se sent cependant une certaine responsabilité. «*Comme Français, je ne cesse de faire mon "mea culpa"*». Aussi, mu par la ferme volonté d'éradiquer l'«*influence paralysatrice [sic]*» engendrée par le «*scepticisme délétère de 1954*», décide-t-il de prendre le bâton du pèlerin qui ne se lasse pas de parcourir les métropoles de la façade occidentale du vieux continent pour travailler, et retravailler, les esprits en expliquant aux gens qu'il n'existe point d'alternative à l'intégration. C'est pour lui «*un devoir de conscience*».

Et il s'acquitte de sa tâche avec brio. Voilà qui est d'autant plus remarquable que l'allure médiatique lui fait totalement défaut. «*Robert Schuman, dessen von Falten zerfurchtes Gesicht den Karikaturisten ein so dankbares Objekt bietet, ist kein alles überragender Redner*» – note en novembre 1954 la presse allemande venue couvrir son

discours au VII^e congrès de l'*Union européenne* à Hanovre – avant de poursuivre: «*Aber auch ohne die Gabe der flammenden Rede fasziniert er, [...], gewinnt er die Menschen durch sein bescheidenes und gänzlich anspruchsloses Auftreten. Man glaubt ihm und man vertraut ihm*»! Les journalistes du *Luxemburger Wort* partagent entièrement cette appréciation, ajoutant qu'après la démission de Schuman comme patron de la diplomatie française, «*d'aucuns crurent son influence en rapide perte de vitesse. Ils durent bien vite se détromper. Jamais, avant, il n'avait été écouté avec autant de ferveur que maintenant où, en dehors de toute considération d'ordre politique, il a enfin l'occasion de parler à cœur ouvert*». La simplicité, l'honnêteté, la franchise et l'opiniâtreté avec laquelle il s'engage en faveur d'une cause considérée juste, constituent donc la recette du succès d'un politicien «*redevenu citoyen ordinaire*» [dixit Schuman], mais qui néanmoins attire les foules comme s'il était un chef d'Etat en visite officielle.

Il n'y a en effet pas que la salle du *Casino* à Luxembourg qui est pleine à craquer quand il est de passage. Le même scénario se reproduit en Belgique, aux Pays-Bas, en RFA, en Italie, dans les pays scandinaves, en Autriche, ... Partout où il prend la parole, Schuman «*suscit[e] l'enthousiasme*», notamment auprès de la jeunesse «*galvanis[ée]*» par son analyse simple, mais pertinente. L'objectif fondamental de la paix y occupe toujours – comme dans la fameuse déclaration du 9 mai 1950 – une place primordiale. Sous ce rapport, les idées du grand Européen de la première heure n'ont pas changé d'un iota. Au contraire. A travers le contact avec les citoyens, Schuman se persuade de l'impératif d'une «*désintoxication*» de la «*psychologie humaine*» qui, hélas, demeure profondément marquée par une image du passé réduite à «*la lutte autour des frontières politiques ou la rivalité entre les races*». Schuman y oppose sa «*vision moins pessimiste, plus constructive de l'avenir*». Il met en exergue «*la réelle communauté d'idées et d'aspirations qui a toujours existé entre les nations*». Cet atout ne constitue-t-il pas le meilleur garant afin d'empêcher l'histoire de «*se résigne[r] à une inévitable alternance des épreuves de force*»?

Inutile de préciser combien le message de Schuman se comprend aussi comme une réaction aux événements dramatiques de 1956. La désastreuse expédition de Suez, par exemple, souligne non seulement la faiblesse des Européens définitivement ravalés au rang de puissances secondaires, mais encore «*les menaces suscitées par le monde musulman*». Or, critique Schuman, «*on ne voit pas assez que si l'Europe était unie on oserait moins la braver*». Puis il y a la guerre d'Algérie. Elle est synonyme d'une décolonisation ratée qui, à son tour, devient l'expression par excellence du défi immense lancé par le sous-développement et un dialogue Nord-Sud en panne. Or, «*il n'y aura pas de solution aux problèmes africains sans le concours d'une Europe unie*» prévient Schuman. *Last but not least* les agissements soviétiques en Pologne et la répression brutale de l'insurrection hongroise tracent les limites de la déstalinisation dans les pays situés à l'Est du rideau de fer. Or, là aussi la position défendue par Schuman est, quant au fond, identique à celle déjà avancée jadis lors de la mise en

place de la CECA: bâtie sur des valeurs chrétiennes et démocratiques, la construction européenne demeure le plus solide rempart contre le totalitarisme et l'oppression.

Qu'on ne s'y trompe toutefois pas. La constance des arguments du plaidoyer schumanien ne doit en aucun cas être interprétée comme relevant de l'incapacité d'un vieux monsieur à s'adapter. Loin de là. A l'encontre de Jean Monnet qui, du moins au départ, prend fait et cause pour la relance européenne en tablant sur un fédéralisme accru greffé sur certains champs d'action délimités (énergie, transports, ...) Robert Schuman n'éprouve pas de remords à se débarrasser du modèle sectoriel et supranational proposé en 1950. Certes, le pool du charbon et de l'acier avait été un formidable «*terrain d'expérience*» pour faire «*la trouée dans les routines*»; il n'en reste pas moins que ce prototype de l'intégration avait été conçu comme une riposte à des préoccupations précises agitées à une époque déterminée. Il n'est plus d'actualité. Surtout depuis que l'échec de la CED a fait éclater au grand jour combien «*la solution supranationale [...] effraie*». Partant, avec l'agilité d'un diplomate roué aux affaires, Schuman aussitôt ajuste son tir en misant dorénavant sur la formule novatrice du Marché commun. Deux raisons supplémentaires motivent son choix.

Primo. Sous l'angle institutionnel, au regard en particulier des pouvoirs renforcés du Conseil des ministres, la composante proprement européenne (lisez: la future Commission) prônée par les négociateurs des Traités de Rome est manifestement en retrait par rapport à la Haute Autorité de la CECA. Cet inconvénient est en revanche compensé par la définition de la nouvelle communauté. A l'encontre d'une banale zone de libre échange de «*conception anglo-saxonne*», celle-ci établit une véritable union douanière qui, par le biais de ses mécanismes de fonctionnement, inexorablement contraint les Etats membres à coordonner leurs politiques économiques, à harmoniser leurs législations, à équilibrer les charges sociales, etc. La quintessence de l'intégration se trouve de la sorte pérennisée.

Secundo. A la préservation de cette élémentaire «*solidarité de fait*», s'adjoignent des réflexions d'ordre tactique. «*Les problèmes internationaux [...] d'une gravité accrue*» ont effectivement poussé la majorité des parlementaires français à donner leur appui à un gouvernement «*nettement orienté vers l'Europe*». Ce revirement puise d'ailleurs «*paradoxalement*» son élan dans l'échec de la CED. «*Félix culpa*» – retiendra Schuman – , car bon nombre des députés ayant voté non en 1954 se sont effrayés après coup des conséquences néfastes de leur comportement auprès des partenaires européens de la IV^e République. Aurait-il dès lors été sage de ne pas tirer parti d'un concours de circonstances heureuses, mais peut-être passagères? Schuman pour sa part est convaincu que la remise en route du processus d'intégration réussira seulement «*si nous allons vite*». Bien sûr, le Marché commun issu des tractations de Val Duchesse ne correspond pas exactement aux aspirations maximalistes des partisans de l'unité ... A l'opposé, un «*tiens*» vaut mieux que deux «*tu l'auras*». Avec sa mentalité de

Lorrain-Luxembourgeois, Robert Schuman est de toute façon assez terre-à-terre pour savoir que «*rien de durable ne s'accomplit dans la facilité*».